



G.I.D. "Liberté"

"Tout message ne vaut que comment il est perçu et ce qu'il génère"

Communiqué de presse

le 29 novembre 1996

Les "privés" forçats au profit de l'étatisme

Le conflit des transporteurs routiers a mis en lumière la nouvelle division sociale du travail depuis la chute du mur de Berlin: entre ceux qui chaque matin doivent prouver qu'ils méritent leur salaire et ceux qui vivent de l'"argent de droit"

Est-il normal que les salaires de la fonction publique soient en moyenne 27% (1995) plus élevés que ceux des Entreprises privées?

Est-il normal que la retraite des membres de la fonction publique soit en moyenne 53% plus élevée que celle des retraités du privé?

Est-il normal que le temps de cotisations pour obtenir la retraite des personnels publics soient 14% inférieur au temps nécessaire pour les salariés du privé?

Les Entreprises privées et leurs personnels ont-elles l'obligation depuis la chute du mur de Berlin d'entretenir l'étatisme, la corruption, ceux qui se refusent à la Démocratie en entravant les élections?

A-t-on, aujourd'hui encore l'obligation de payer ? Sur quelle base?

Loin de nous de mettre en cause les petits salaires de la "république", mais comment ne pas être offusqué des fromages honteux dévolus à des énarques ou des hauts fonctionnaires qui ne créent que faillite sur faillite comme les enfants de nantis qui ont perdu la conscience de l'argent et de la sueur nécessaire pour le gagner,

comment accepter les salaires du président de la société du tunnel sous le Mont Blanc ou celui du groupe Géodis, ou de la multitude de sociétés d'économie mixte (dans lesquelles les pertes sont pour le contribuable et les bénéfices entre copains et coquins protégés par l'appareil judiciaire français) ?

Comment accepter une "représentation" nationale qui s'octroie 410.000 frs par an d'indemnité de secrétariat non imposable et sans justificatif? Est-ce un abus de biens publics?

Les pressions exercées sur les chauffeurs routiers ne sont que la conséquence des pressions exercées par l'état sur les Entreprises.

Le renflouement continu des sociétés publiques avec l'argent du contribuable ne peut plus occulter que les membres du secteur public ne payent des impôts qu'avec l'argent versé par les Entreprises privées, la fonction publique ne paye qu'avec l'argent que nous avons eu l'obligation de leur verser, rien d'autre.

On ne peut plus accepter un pillage du patrimoine d'état comme celui de la constitution du groupe Géodis société d'apparence "privée", d'origine publique qui a bénéficié de dévolution d'immobilisations, bâtiments, matériels, etc. d'un fond de commerce extraordinaire en bénéficiant du bout de chaîne de la Sncf, et aujourd'hui prévoit un plan de licenciement. Ses filiales tels Calberson ou Bourget Montreuil en exacerbant la concurrence grâce à des distorsions économiques organisées de toutes pièces ont aujourd'hui une lourde responsabilité dans le conflit.

Pourquoi une telle discrimination vis à vis de ceux qui travaillent le plus, leur faire payer le goût de la Liberté ?

Le transfert des cendres d'André Malraux a mis en lumière le point commun entre le communiste qu'il était et le gaulliste qu'il était devenu, l'étatisme. Le refus de la Liberté pour ceux qui créent la richesse, la volonté de soumettre les producteurs de richesse à l'état, à des oligarchies étatiques.

La CGT en accord avec le gouvernement a voulu occulter cette triste réalité en essayant d'étendre le conflit au secteur public. L'enjeu était de maintenir la division artificielle entre patronat et employé pour éviter qu'émerge le constat de la division du travail entre le secteur privé, employés et Entreprises unis face à un secteur public qu'exige recapitalisation sur recapitalisation.

Le conflit des transporteurs routiers a mis en lumière les conditions odieuses dans lesquelles doivent travailler certains salariés du privé, il est nécessaire de réajuster l'ensemble des conditions sociales dans la Nation pour que cesse ces discriminations et que tous les salariés soient traités avec égalité.

Les "élus" nous parlent du cumul des mandats, il suffirait d'interdire la perception de double, triple, quadruple rémunérations à une même personne pour que le problème se règle tout seul, les "vocations", les "convictions" disparaîtraient comme par enchantement.

Le problème des rémunérations au sein de l'état doit être posé, le cumul de revenus, le cumul des avantages, voitures, chauffeurs, logements, maisons de campagnes, femmes de ménages, personnels de service, etc.

La concurrence internationale impose de résorber le poids de l'état, il est nécessaire de plafonner les rémunérations au sein de l'état, la gestion collective ne devant pas servir la cupidité.

Notre économie comme toutes économies n'est qu'un ensemble de vases communicants.

La pression exercée sur les salariés dans les Entreprises privées n'est que la résultante de la pression étatique sur les Entreprises privées.

Comment rester concurrentiel avec les charges, les impôts, les taxes les plus élevés de toute la communauté européenne, la pression exercée, les horaires insoutenables ne sont que le coût d'un étatisme mettant en péril la totalité de notre économie.

Le médiateur représentait les véritables responsables et coupables, le déficit de la Sncf sera comblé par les Entreprises privées, avec cette même Sncf qui fait concurrence au transporteur routier sans être tenu à des objectifs économiques.

Depuis la chute du mur de Berlin, toutes les Entreprises privées doivent prendre conscience qu'elles ne sont plus les cerfs d'un étatisme corrompu, qu'elles n'ont plus l'obligation de payer une oligarchie qui s'est soustrait à la Loi commune avec l'appui d'un appareil judiciaire prévarié dont les magistrats sont les "dignes" héritiers de ceux qui ont prêté mains fortes aux tortionnaires de notre Peuple.

La fonction publique tentaculaire refuse de se réduire et d'être soumis à la Loi commune, les salariés du privé et leurs Entreprises doivent s'unir pour assurer l'avenir de notre Pays et la pérennité de nos outils de travail.

Les chefs d'Entreprise, chiffres à la main, doivent montrer à leurs employés le poids de l'étatisme, ils ont Devoir d'assurer le développement de leurs Entreprises pour donner Espoir à notre jeunesse.

Il appartient, dès aujourd'hui, au représentant de l'étatisme d'assurer la reprise du Travail en rendant aux Entreprises les montants nécessaires à la Juste rémunération des salariés du secteur privé.

Le rééquilibrage social est une nécessité, nous ne pouvons plus Vivre avec de tels injustices, avec des oligarchies corrompus qui ont remplacé la monarchie, traitant les Entreprises privées et leurs salariés comme des cerfs, c'est définitivement fini depuis la chute du mur de Berlin.